Investissement et Fiscalité

Évaluation des incitations fiscales

Ana Cebreiro

MENA-OECD Investment Program



Conclusions

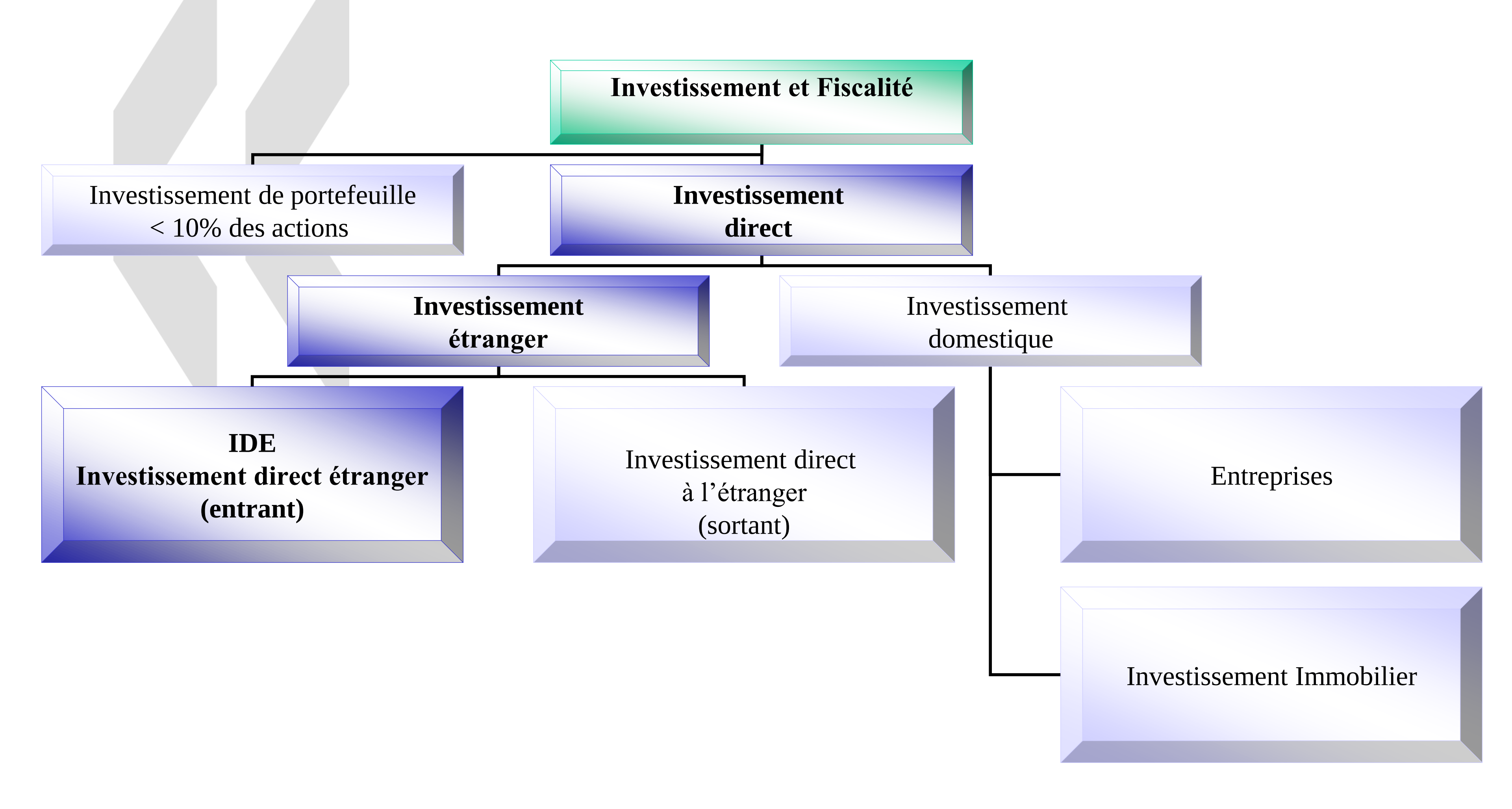
- *Simplicité*, Transparence, Stabilité, Sécurité juridique et Confiance en l'admin. fiscale sont autres facteurs fiscaux importants pour les investisseurs

- Les incitations fiscales ne devraient pas subventionner *l'investissement* qui se serait *produit* de toute façon en l'absence de ces aides

- Un *taux bas de l'IS* est un mode simple et effectif pour attirer l'IDE ('headline' pour investisseurs)

- Très important d'*évaluer* les incitations fiscales et calculer les *taux effectifs* de l'impôt avant et après les incitations (comprenant possibilités d'optimisation fiscal)

Les different types d’investissement



Facteurs qui influencent l’IDE

Facteurs non fiscaux	Facteurs fiscaux
Réglementation fiscale Accès à la demande Main-d'œuvre qualifiée Avantages liés à l’implantation (par ex, industrie minière) Bonne infrastructure Productivité et coûts de la main-d'œuvre	Transparence Simplicité Stabilité Sécurité juridique Confiance en l’admin. fiscale
	La fiscalité de l’État d’accueil La fiscalité de l’État d’origine Impôts dans les États voisins

FIGURE 5.1 – TAX POLICY ASSESSMENT FRAMEWORK

Tax Policy Assessment Framework

Tax Policy and Legislation

- Statutory Corporate Tax Rate
- Tax Incentive Scheme
- Tax Treaty Network
- Transfer Pricing
- Depreciation Allowances
- Loss Carry Forward

Tax Administration

- Revenue Agency
- Tax Inspection Authority
- Right to appeal
- VAT (Value Added Tax) Reimbursement

Compliance Costs

- Filing Taxes: Time Required and Complexity
- Stability of the Taxation Framework

Transparency

- Public/Private Consultations
- Monitoring and Evaluation
- Communication and Information Access

Source: OECD Investment Compact.

La fiscalité de l'État d'accueil et l'IDE

Impôt sur les sociétés ▪ taux légal ▪ assiette fiscale ▪ incitations fiscales ▪ protection de l'assiette: principes de sous-capitalisation et de prix de transfert	Impôts immobiliers Cotisations salariales et patronales Impôts sur l'environnement Impôts sur le patrimoine L'impact dépend de l'incidence fiscale	Impôts retenus à la source sur les: ▪ dividendes ▪ intérêts ▪ redevances Possiblement réduit pour les conventions fiscales



La fiscalité de l'État d'origine et l'IDE

Impôt sur les sociétés sur les: ▪ dividendes ▪ intérêts ▪ redevances	Impôts sur les dividendes Impôts sur le patrimoine	Possibilités d'optimisation fiscale: Reports d'impôt Fonds hybrides Entités hybrides Etc. Possibilités de règles anti-report (régime des sociétés étrangères contrôlées)



Principaux avantages fiscaux à travers de l'impôt sur les sociétés

	POUR	*CONTRE*
Exonération temporaire d'impôt	**Coûts administratifs et de contrôle relativement bas**	**Nouvel investissement uniquement** **Dénie certaines déductions** **Possibilités d'optimisation fiscale**
Réduction du taux légal	**Attractif pour les investisseurs mobiles**	**Discrimination d'autres entreprises** **Effets sur le financement par l'emprunt et valorisation des déductions pour amortissements** **Possibilités d'optimisation fiscale**
Déductions spéciales	**Aides avec contraintes de liquidité** **Découragent montages financiers et rapatriements de capitaux**	**Avantages seulement avec le report des pertes**
Crédit d'impôt	**Plus d'impact dans ETR avec un coût plus bas en termes de revenus**	**Nouvel investissement uniquement** **Plus d'impact avec actifs de courte durée de vie**
Incitations financières	**Actionnaires nationaux en co-entreprises avec investisseurs étrangers**	**Transfert de bénéfices avec des fins fiscaux** (Tax-shifting)

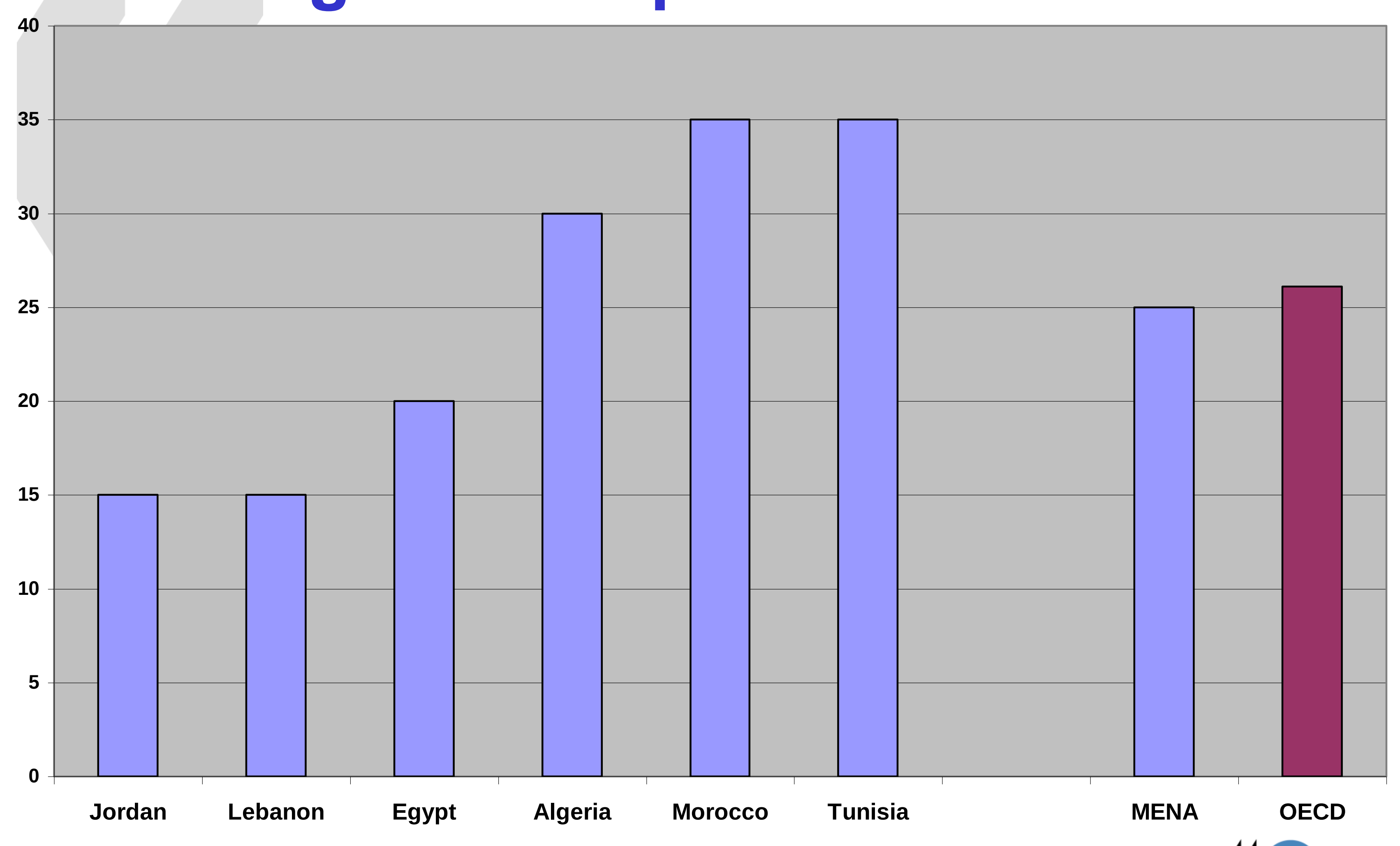
Conclusions sur les meilleures pratiques internationales

• Pour obtenir une plus grande efficacité des incitations fiscales il faut qu'elles ne subventionnent pas l'investissement qui se serait produit de toute façon en l'absence de ces aides…

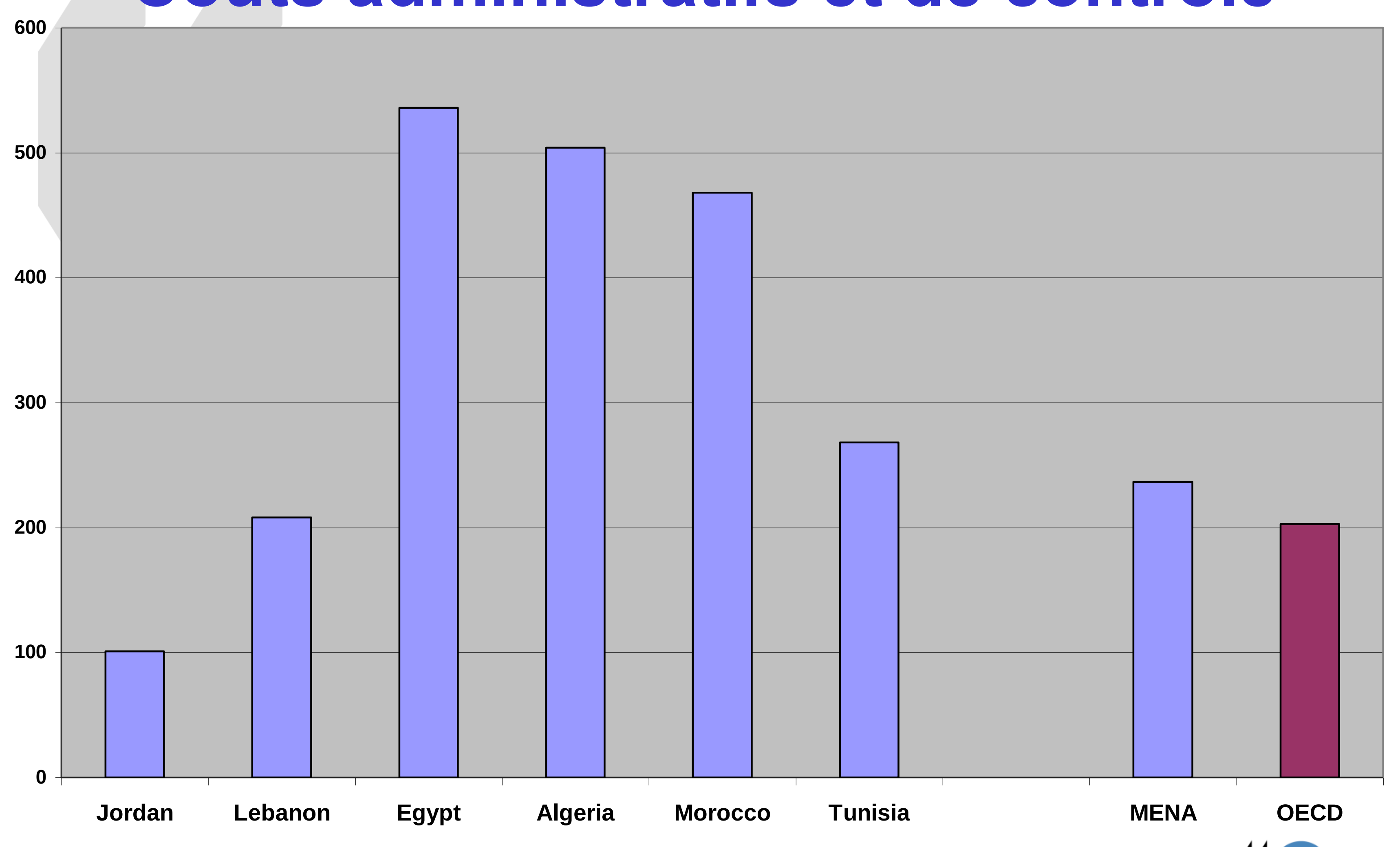
… mais si les allégement fiscaux ciblés ne sont pas possibles ou ne sont pas plus attrayants que l'allégement indirect avec incitations générales…

• Un taux bas d'imposition, avec un report des pertes et un amortissement accéléré, est le principal élément pris en compte pour une fiscalité efficace et pour attirer les investisseurs étrangers.

Taux légal de l'impôt sur les sociétés



Coûts administratifs et de contrôle



L’ utilisation des incitations fiscales

- Quels sont les obstacles qui entravent l'investissement?
- Quelles mesures sont prises concernant les obstacles à l’investissement de nature autre que fiscale? Lesquelles sont-elles? Le financement existe t-il?
- Existe-t-il des obstacles à l'impôt d'application générale qui devraient être traités?
- Ces obstacles peuvent-ils être surmontés grâce à l’utilisation d’incitations fiscales présentant un bon rapport coût-efficacité?

L’ évaluation des incitations fiscales

- Quels sont les taux d’imposition effectifs, avec et sans dépenses fiscales?
- Quelle est l'utilisation du rapport des dépenses fiscales?
- Quelle est la méthodologie employée pour évaluer les coûts et les avantages?
- La répartition des revenus, l’incidence économique finale sur les dépenses fiscales, la conformité et les coûts administratifs sont-ils également pris en compte dans l'évaluation?
- Dispose-t-on d’une mesure de l’investissement supplémentaire résultant des incitations fiscales?



Merci de votre attention

ana.cebreiro@oecd.org

On-going OECD Work on Taxation and Investment

- ‘Taxation and investment’ issues at the core of work of the OECD Committee on Fiscal Affairs, and its various working parties (including WP2).

- CTPA’s internationally-recognized work on cross-border investment issues:

  tax treaties, transfer pricing, exchange of information:

  – OECD *Model Tax Convention on Income and Capital*

  – OECD *Transfer Pricing Guidelines*

  – Ongoing work on development of instruments on exchange of information, dispute resolution, etc.

- Working Party No2 (WP2) work on tax policy analysis and tax statistics in the area of ‘taxation and investment’ (since 1990):
  - *Taxing Profits in a Global Economy* (1991)
  - *Taxation of Cross-Border Portfolio Investment: Mutual Funds and Possible Tax Distortions* (1999)
  - *Controlled Foreign Company Legislation* (1996)
  - OECD Tax Policy Studies on tax burden measures:
    - *Tax Burdens: Alternative Measures*, Tax Policy Study No.2 (2000)
    - *Tax Ratios: A Critical Survey*, Tax Policy Study No.5 (2001)
    - *Using Micro-data to Assess Average Tax Rates*, Tax Policy Study No.8 (2003)
  - *Corporate tax incentives for foreign direct investment,* OECD Tax Policy Study No. 4 (2001)

- Project (2005-06) on taxation and foreign direct investment -- elements:
  - summary review of empirical studies on the effect of taxation on FDI
  - analysis of effects of tax planning on effective tax rates on cross-border investment
  - review of tax policy options and practices of member countries in meeting tax policy goals in relation to inbound and outbound direct investment

- Current work on fundamental reforms of corporate income tax systems
  - Considering merits (including neutrality implications) of alternative tax systems (comprehensive business income tax, ACE system, corporate cash-flow tax)

- WP2 ‘outreach’ work in the area of ‘taxation and investment’:
  - *Tax Incentives* workshop
  - *Tax Modelling* workshop
  - Stability Pact (Investment Compact) initiative – tax policy report *Tax Policy Assessment and Design: A Study of Countries in South East Europe* (2002), plus

    monitoring instrument:
    - *Policy Framework for Investment (2006)*
    - *Investment Reform Index 2006: Progress in Policy Reforms to improve the Investment Climate in South East Europe*
  - MENA-OECD Investment Programme (2005-ongoing): recommendations on tax incentives and tax policy for countries in the Middle East and North Africa